

Nous attaquons l'État en justice

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 24 février 2017

Le ministère dit de « l'Éducation nationale » s'est transformé, depuis quelques années notamment, en ministère des perversités sexuelles en tous genres. Soyons clairs : si son responsable, Vallaud-Belkacem, qui a la grande chance personnelle de bénéficier d'une double nationalité franco-marocaine, avait sévi de façon identique à Rabat, elle croupirait sans doute actuellement dans les geôles de la monarchie chérifienne, sur ordre personnel du Commandeur des croyants. Le sachant, elle préfère évidemment sévir en France, pays des droits de l'homme qui la protège, et qui protège ou encourage également tous les dévoiements pour tous. Car les cours de perversion sexuelle, dans « l'enseignement », commencent maintenant...dès la maternelle.

Si l'on analyse en détail ce qui est enseigné à nos enfants, de la maternelle à la terminale, force est de constater que la dictature pornographique frappe à grande échelle les populations les plus jeunes et les plus sensibles, celles qui doivent bénéficier de l'attention la plus grande et de la protection la plus efficace sur les sujets, fondamentaux : de la sexualité et de la transmission de la vie ; des évidentes différences entre les sexes ; de ce qui ressort de la sexualité naturelle et de la sexualité anormale ; du danger patent de refuser les notions de bien et de mal concernant les parties du corps les plus intimes, et qui sont « cachées » car hautement sensibles. Au lieu de cela, le ministère s'est attribué la mission de décrire, avec complaisance et à grande échelle, les possibilités infinies offertes par une sexualité chosifiée, en présentant les choses de telle façon que les enfants sont puissamment incités à « tout essayer », même et souvent le pire. Ce qui les amène souvent, effectivement, à tout essayer, même et souvent le pire...

De cela résulte une imposition abjecte du vice devenu vertu, de l'horreur devenue merveille, du mensonge devenu vérité banale, du sexe devenu organe d'intérêt unique. Le cœur, l'âme, l'intelligence ? Connais pas. Existe pas. Le sexe et autres parties proches du sexe ? Y a que ça qui compte, allons-y à fond, là est l'épanouissement. Les fonctionnaires du ministère en charge du dossier ont-ils un sexe à la place ou à côté du cerveau ? La question mérite d'être posée, et pourrait justifier d'ailleurs une intéressante analyse scientifique de la chose.

Les livres ou supports, soit disant « conseillés » mais en fait imposés par le ministère, sont une incitation pure et simple à la débauche la plus glauque dès le plus jeune âge, avec son florilège de textes et photos immondes détaillant de façon infecte, systématiquement infecte, toujours plus infecte les parties du corps concernées. Pour être précis, consulter pour étude de tels supports donne tout simplement envie de vomir. Si des personnes du monde des adultes réagissent ainsi, comment de jeunes enfants ne seraient-ils pas définitivement souillés par cette déferlante d'ignominies ?

Je viens de publier un livre sur ce sujet (*Les parfums du château – Terra Mare*) et nous menons actuellement une action forte auprès des candidats à la présidentielle (*Le Manifeste de la dernière chance – Terra Mare*). En complément de ces actions, France Audace et Liberté politique ont pris la décision d'attaquer en justice le ministère de l'Éducation nationale, qui, de façon évidente, conçoit, diffuse et promeut la perversité à grande échelle, sans laisser la moindre possibilité aux enfants d'échapper à sa tyrannie pornographique : sa responsabilité est évidente, et il doit donc être poursuivi pour cela. La responsabilité personnelle de Najat Vallaud-Belkacem sera bien sûr recherchée, et, espérons-le, sanctionnée. Nous sommes bien décidés à tout mettre en oeuvre pour stopper cette déferlante pornographique notamment organisée par le ministère.

François Billot de Lochner,

président de la Fondation de Service politique,

de Liberté politique et de France Audace.

